

500649-2026 - Mise en concurrence

France – Services de gestion de réseaux informatiques – INFOGÉRANCE DES INFRASTRUCTURES DE RÉSEAUX LAN, WIFI ET DE SÉCURITÉ DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE

OJ S 137/2026 20/07/2026

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Services

1. Acheteur

1.1. Acheteur

Nom officiel: Conseil départemental des Bouches-du-Rhône

Adresse électronique: contact.samit@departement13.fr

Forme juridique de l'acheteur: Autorité locale

Activité du pouvoir adjudicateur: Services d'administration générale

2. Procédure

2.1. Procédure

Titre: INFOGÉRANCE DES INFRASTRUCTURES DE RÉSEAUX LAN, WIFI ET DE SÉCURITÉ DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Description: Il s'agit d'une procédure avec négociation en deux phases.

Identifiant de la procédure: 220cd219-d94f-4b16-b0fc-5e8cefcd679

Identifiant interne: 2026-0250

Type de procédure: Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation

La procédure est accélérée: non

2.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 72315200 Services de gestion de réseaux informatiques

Nomenclature complémentaire (cpv): 72700000 Services de réseaux informatiques

2.1.2. Lieu d'exécution

Adresse postale: Hôtel du Département 52, Avenue de Saint Just

Ville: Marseille

Code postal: 13256

Subdivision pays (NUTS): Bouches-du-Rhône (FRL04)

Pays: France

Informations complémentaires: Dans les locaux du titulaire et sur le Département des Bouches-du-Rhône avec ses différents sites mentionnés dans la note projet.

2.1.3. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 9 935 906,00 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre: 15 000 000,00 EUR

2.1.4. Informations générales

Informations complémentaires: L'accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code

de la commande publique. Le montant minimum est fixé à : 500 000,00 € HT soit 600 000,00 € TTC sur la durée totale du marché. Le montant maximum est fixé à : 15 000 000,00 € HT soit 18 000 000,00 € TTC sur la durée totale du marché. La durée du contrat est de 60 mois fermes (5 ans) à compter de la date fixée par un ordre de service (OS). Le pouvoir adjudicateur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de cet accord-cadre une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Base juridique:

Directive 2014/24/UE

2.1.6. Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Avis

Motifs d'exclusion purement nationaux:

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Titre: INFOGÉRANCE DES INFRASTRUCTURES DE RÉSEAUX LAN, WIFI ET DE SÉCURITÉ DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Description: Il s'agit d'une procédure avec négociation en deux phases.

Identifiant interne: 01

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 72315200 Services de gestion de réseaux informatiques

Nomenclature complémentaire (cpv): 72700000 Services de réseaux informatiques

5.1.2. Lieu d'exécution

Adresse postale: Hôtel du Département 52, Avenue de Saint Just

Ville: Marseille

Code postal: 13256

Subdivision pays (NUTS): Bouches-du-Rhône (FRL04)

Pays: France

Informations complémentaires: Dans les locaux du titulaire et sur le Département des Bouches-du-Rhône avec ses différents sites mentionnés dans la note projet.

5.1.3. Durée estimée

Durée: 60 Mois

5.1.5. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 9 935 906,00 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre: 15 000 000,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME): oui

Informations complémentaires: Le pouvoir adjudicateur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article

L. 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de cet accord-cadre une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Avis

Critère: Inscription à un registre professionnel pertinent

Description du critère de sélection: Article 5.1 du RC / Critère de conformité : - Le candidat doit indiquer être inscrit sur un registre professionnel. - Le formulaire DC1 (lettre de candidature) ou le DUME (document unique de marché européen) complétés. - Le formulaire DC2 (déclaration du candidat) ou le DUME (document unique de marché européen) complétés. Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure

Critère: Chiffre d'affaires annuel général

Description du critère de sélection: Article 5.1 du RC / Critère de conformité : - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles. - Chiffre d'affaires minimal : Le chiffre d'affaires global de la société devra être a minima égal à 2 500 000,00 € TTC. Pour vérifier ce niveau minimal, il sera fait une moyenne des chiffres d'affaires des 3 derniers exercices disponibles.

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure

Critère: Références sur des services spécifiés

Description du critère de sélection: Article 5.1 du RC / Critère de conformité : - Le candidat devra produire, a minima, une référence similaire dans le domaine de l'infogérance des infrastructures réseaux LAN Wi-Fi et sécurité. - Le candidat devra produire, a minima, une référence similaire dans le domaine de la cybersécurité dans le cadre d'un marché d'infogérance des infrastructures réseaux LAN Wi-Fi et sécurité.

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure

Critère: Chiffre d'affaires annuel spécifique

Description du critère de sélection: Article 5.3 du RC / Critère d'appréciation : - Expérience dans le domaine de l'infogérance réseaux LAN Wi-Fi et sécurité à travers le volume financier (5 points).

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure

Critère: Références sur des services spécifiés

Description du critère de sélection: Article 5.3 du RC / Critère d'appréciation : - Expérience dans le domaine de l'infogérance d'infrastructures réseau LAN Wi-Fi et sécurité à travers des références comparables (48 points). - Expérience dans le domaine de la cybersécurité dans le cadre d'une infogérance d'infrastructures réseau LAN Wi-Fi et sécurité à travers des références comparables (32 points).

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure

Critère: Techniciens ou organismes techniques pour effectuer le travail

Description du critère de sélection: Article 5.3 du RC / Critère d'appréciation : - Moyens humains techniques à travers l'adéquation des qualifications des responsables des prestations au regard de l'objet et des caractéristiques du marché sur la base des titres d'étude et professionnels des responsables des prestations objet du marché (6 points). - Couverture des compétences techniques nécessaires à l'exécution du marché à travers l'indication des techniciens (sans désignation nominative) auxquels le candidat pourra faire appel pour l'exécution du marché (5 points).

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure

Critère: Outils, usines ou équipements techniques

Description du critère de sélection: Article 5.3 du RC / Critère d'appréciation : - Outillage du candidat en lien avec l'objet du marché (4 points).

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure

Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes:

Nombre minimal de candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure: 3

Nombre maximal de candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure: 3

La procédure se déroulera en plusieurs étapes. À chaque étape, certains candidats peuvent être éliminés

5.1.11. Documents de marché

Adresse des documents de marché: <https://marches.departement13.fr/entreprise/consultation/512184?orgAcronyme=cg13>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Autorisée

Adresse de soumission: <https://marches.departement13.fr/entreprise/consultation/512184?orgAcronyme=cg13>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)

Variantes: Non autorisée

Date limite de réception des demandes de participation/candidatures: 08/09/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Facturation électronique: Requête

La commande en ligne sera utilisée: non

Le paiement électronique sera utilisé: non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué:

Groupement conjoint avec mandataire solidaire ou groupement solidaire

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 1

Justification de la durée de l'accord-cadre: La durée du contrat est de 60 mois fermes (5 ans) à compter de la date fixée par un ordre de service (OS). Les prestations spécifiques et complexes nécessitent un investissement significatif en ressources humaines dans la durée. Premièrement sur l'appropriation du SI du D13, la formation et la capitalisation des compétences tant pour le prestataire que pour le D13 et deuxièmement sur la prise en compte des phases de réversibilité en début et fin de marché qui engendreraient des coûts humains et financiers supplémentaires. Une durée inférieure entraînerait une perte d'efficacité, une augmentation des coûts et une potentielle réduction des candidatures.

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal administratif de Marseille

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: Conseil départemental des Bouches-du-Rhône

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché: Conseil départemental des Bouches-du-Rhône

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: Tribunal administratif de Marseille

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures: Conseil départemental des Bouches-du-Rhône

Organisation qui traite les offres: Conseil départemental des Bouches-du-Rhône

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Nom officiel: Conseil départemental des Bouches-du-Rhône

Numéro d'enregistrement: 22130001500247

Adresse postale: 52, Avenue de Saint Just

Ville: Marseille

Code postal: 13256

Subdivision pays (NUTS): Bouches-du-Rhône (FRL04)

Pays: France

Point de contact: D13

Adresse électronique: contact.samit@departement13.fr

Téléphone: +33 413311313

Adresse internet: <https://marches.departement13.fr>

Rôles de cette organisation:

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures

Organisation qui traite les offres

8.1. ORG-0002

Nom officiel: Tribunal administratif de Marseille

Numéro d'enregistrement: 17130005600024

Adresse postale: 31, Rue Jean François Leca

Ville: Marseille

Code postal: 13002

Subdivision pays (NUTS): Bouches-du-Rhône (FRL04)

Pays: France

Adresse internet: <https://marseille.tribunal-administratif.fr>

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: 5aaecddb-5a5d-4a0a-af9a-0ce4cd35d052 - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Sous-type d'avis: 16

Date d'envoi de l'avis: 16/07/2026 16:15:40 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français

Numéro de publication de l'avis: 500649-2026

Numéro de publication au JO S: 137/2026

Date de publication: 20/07/2026